prends que l'isolement inquiète le gouvernement. Il en fait sans doute beaucoup l'expérience en ce moment.

Une bonne partie des mesures proposées dans le discours semblent des reliquats, des restes, du réchauffé. «Patrimoine Canada» est nouveau. C'est un projet intéressant. D'après le discours, il a été conçu «pour assurer la préservation d'objets et de collections du passé canadien.» Ma foi, monsieur l'Orateur, le gouvernement répond sûrement à cette description. Qu'on l'empaille pour le conserver avant qu'il ne soit trop tard.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: A mon avis, la population du Canada ne prendra pas le gouvernement actuel au sérieux. C'est un peu difficile pour une autruche de se faire passer pour un paon.

Le premier ministre se glorifie de son esprit de décision. Chose étrange, il semble incapable de décider sous quel angle il désire que la population canadienne le juge à ce moment de sa carrière. Tantôt il nous invite à comparer 1972 avec 1968. Autrement dit, il nous demande de le juger d'après ses états de service. Tantôt il nous dit que ce sont ses projets qui comptent, que le passé importe peu. Quant à moi, il vaut mieux oublier le passé s'il s'agit de penser au bien-être politique du gouvernement actuel. Celui-ci est au pouvoir depuis bientôt près de quatre ans sous la direction de l'actuel premier ministre (M. Trudeau).

• (1220)

A mon avis, nous devrions nous rendre à l'invitation du premier ministre et voir ce qu'il a accompli. J'aimerais consacrer quelques instants aujourd'hui à comparer 1968 avec 1972. Ce serait assez instructif pour tous les députés. En somme, nous devons juger les réalisations du gouvernement dans les semaines et mois à venir, à la lumière de ce qu'il a fait depuis quelques années. Il y a 4 ans, le gouvernement affirmait qu'il s'était donné un programme audacieux. Les deux premières années, il les consacrerait à la réorganisation; ensuite il présenterait des mesures visant à établir la société juste. Comme je l'ai signalé il y a un instant, aucune mention n'est faite de la société juste dans le discours du trône. Je suppose qu'elle ne figure pas dans le nouveau programme. De fait, l'idée générale de la société juste semble avoir été une source d'embarras politique pour le gouvernement. Le seul vrai programme du gouvernement actuel est de nature politique; la chose apparaît maintenant très clairement à tous les Canadiens.

Il est également évident que depuis le tout début, le gouvernement vit dans un monde à part. Il a certes conçu des slogans. La société juste en était un, mais ces slogans, au lieu de servir à cristalliser l'orientation que le gouvernement se proposait de prendre, n'ont servi qu'à dissimuler le fait que le gouvernement offrait peu de politiques pertinentes et qu'il n'avait aucun programme de gestion économique à donner aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le programme d'action du gouvernement est beaucoup trop conditionné par un échéancier établi en fonction d'une ré-élection plutôt qu'en fonction des besoins de la population canadienne. vite que l'an dernier. S'il en est ainsi, il ne faudra pas en attribuer le mérite à la récente découverte par le gouvernement de ce qu'il appelle la stratégie industrielle et dont fait état le dernier discours du trône. Les antécédents du gouvernement indiquent bien qu'il a une vision mécaniste de l'économie. Dans le discours du trône, on tente de nous assurer que le gouvernement, au cours des quelques prochaines semaines, va présenter des propositions d'importance vitale pour l'avenir. Nous retenons notre souffle. Nous nous demandons si ces nouvelles propositions auront la même portée que la percée fantastique que le premier ministre a réussie lors de ses entretiens avec le président des États-Unis en décembre dernier.

Je crois que notre économie progressera un peu plus

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: C'est assez difficile de faire mieux. En lisant le discours du trône, la première fois, j'ai cru à une erreur d'épellation là où il était question de stratégie industrielle, car, à en juger par le comportement du gouvernement, j'étais sûr qu'il se dirigeait tout droit vers la tragédie industrielle.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Lorsque je dis que le gouvernement, ne sait plus où donner de la tête, je ne veux pas insinuer qu'il a manqué d'ambition. Il a passablement fait ses preuves à ce sujet.

[Français]

La réforme fiscale en elle-même était un défi. Mais au moment où fut enfin complété le Livre blanc sur la fiscalité, le gouvernement avait décroché de nouveaux championnats dans l'art de semer la confusion, l'incertitude et le mécontentement à travers le pays.

Pendant une courte période de temps, grâce aux pressions exercées par un public canadien en colère, on a cru que le gouvernement entendrait la voix de la raison. Mais on avait compté sans l'obstination de ce dernier. Avec son nouveau bill sur la fiscalité et les amendements aux amendements des amendements qui s'ajoutaient sans cesse à ce monstre, le gouvernement actuel était déterminé à aller jusqu'au comble de la folie et de la confusion.

[Traduction]

Ce fut le comble lorsque le gouvernement a imposé la clôture pour empêcher toute poursuite utile du débat sur ce qu'on appelait la réforme fiscale.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: En même temps qu'il annonçait le recours à la clôture, le gouvernement faisait savoir qu'il apportait d'autres amendements à son propre bill. Ce n'est là qu'une des actions incroyables que cet incroyable gouvernement a perpétrées, laquelle a fait du pays une jungle fiscale dans laquelle le petit entrepreneur, y compris le cultivateur, fait face à une structure fiscale qui l'obligera à recourir sans cesse à des experts lorsqu'il aura une décision à prendre.

Du point de vue de la gestion économique, le manque d'efficacité du gouvernement depuis 1968 est patent. L'inflation a toujours cours et le chômage a augmenté d'une façon désastreuse depuis cette date. Oui, l'inflation existe toujours, même si le premier ministre déclarait il y a environ 14 mois qu'elle avait été mâtée.